

<http://divergences.be/spip.php?article1458>



Fraction du Sous-Comité décentralisé des
gardes-barrières en alternance

Le chaos comme instrument de pouvoir. Second Manifeste pour une désobéissance générale (1)

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - N° 17 Novembre 2009 - Français - Résistances -
Date de mise en ligne : dimanche 15 novembre 2009

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

sites/divergences.be/IMG/gif/theorie.gif

Le premier Manifeste pour une désobéissance générale, intitulé Ne sauvons pas le système qui nous broie !, a commencé à circuler sur le web en février 2009. Un éditeur, le Passager clandestin, l'a publié, sans copyright, et en a écoulé plusieurs milliers d'exemplaires. Entre février et septembre, des événements importants se sont produits. Désormais, il nous semble évident que le chaos est devenu, au moins autant que l'ordre et la répression, un instrument dont se sert ce pouvoir. Cette évolution montre sans doute que le système ne sait plus comment sortir de la crise profonde dans laquelle il sombre. Cela ne rend pas notre premier appel à la désobéissance générale inutile, bien au contraire ! Simplement, il nous a semblé indispensable de mettre à jour le Manifeste, d'approfondir notre critique de ce système, et de proposer encore et toujours des pistes de lutte.

Contact : fscd chez riseup.net ou fscd chez live.fr

*Le Pouvoir a dans la violence un instrument pour assurer sa domination,
mais il en a d'autres dans l'art et la culture, la connaissance,
l'information, le système judiciaire, l'éducation,
la politique institutionnelle et, bien entendu, l'économie.
Toute lutte, tout mouvement, dans le cadre de sa propre géographie
et de son propre calendrier, doit recourir à diverses manières de lutter.
La violence n'est pas la seule et probablement pas la meilleure,
mais c'est l'une d'entre elles. Affronter les canons de fusils avec des fleurs
est un beau geste, à tel point que des clichés photographiques
l'ont gravé pour la postérité. Mais il est parfois nécessaire de faire
que ces fusils changent de direction et soient pointés vers l'en haut.
Armée zapatiste de libération nationale (Mexique)*

*De qui dépend que l'oppression demeure ? De nous ?
De qui dépend qu'elle cesse ? De nous aussi.*

Bertolt Brecht

Les mots nous divisent, les actes nous unissent.

Tupamaros (Uruguay)

France, 2009. Il ne se passe rien... Du moins en surface, et du côté de ceux que l'économie jette à la rue, qui s'échinent au travail et qui tentent, dans cette société en crise, de vivre le moins mal possible, ou qui simplement y survivent par tous les moyens à leur portée, du RMI au vol, de la débrouille au squat.

Au début de cette année, les mandarins syndicaux sont parvenus à enterrer un mouvement revendicatif qu'ils préféraient anéantir plutôt que de le voir échapper à leur contrôle – les pontes de la CGT n'ont toujours pas oublié mai-juin 1968 et le secrétaire général Ségué, hué par les ouvriers de Renault-Billancourt qu'il tentait d'exhorter à la reprise après sa trahison du Grenelle gaulliste, en plein cœur d'un mouvement qui fut bien près de faire basculer ce pays. Pour faire sombrer l'espoir de 2009, il a suffi à ces nouveaux fossoyeurs de poser des échéances « nationales » incohérentes, qui étaient en vérité les étapes d'une véritable descente aux enfers. Les bureaucrates syndicaux

n'ont pas tué que le mouvement revendicatif de janvier-mars ; ils ont aussi, chez beaucoup de Français, anéanti la perspective d'un changement rapide, avant les prochaines élections présidentielles. Les directions syndicales ont plongé les Français dans l'apathie.

Dans le même temps, la CGT a pourtant donné le change. Sa direction, pire que réformiste, a bel et bien collaboré ouvertement avec la dictature sarkoziste en ne l'attaquant pas au moment où le gouvernement se trouvait fragilisé, vers mars-avril, avec la première montée rapide du nombre des chômeurs. Cependant, pour être encore et malgré tout crédible, le cégétisme réformiste et collaborateur s'est voulu violent, voire terroriste, armé et illégal, créant de cette façon une diversion politique ô combien efficace. Ainsi, la CGT avalise les séquestrations de cadres et de patrons, et quand cela ne suffit plus pour faire illusion, elle soutient jusqu'aux proclamations de certains de ses délégués annonçant qu'ils ont piégé leur usine et sont prêts à la faire exploser. Au moyen de cette ficelle pourtant grossière, qui ne promeut l'utilisation de la violence concrète contre les machines que pour faire oublier sa mollesse contre les patrons et les dirigeants de l'État, la CGT tente de se farder d'une couche de ripolin radical. Elle ne se pare des plumes de la violence prolétarienne, voire de la guérilla urbaine, que pour nous empêcher de mettre facilement en évidence son réformisme et de dénoncer sa collaboration avec les patrons et l'État français de Sarkozy. Et ça marche ! Finalement, qui accuse aujourd'hui la CGT d'être ce qu'elle est ? Nous ne sommes pas assez nombreux à le faire, en tout cas.

Les coups d'éclat cégétistes annoncés à grand tapage médiatique ne sont suivis d'aucune rigueur dans l'engagement politique, dans la mobilisation pour les luttes. Et puisque le reste de la « société civile », organisations politiques ou associations dites citoyennes, est miné par l'impuissance, paralysé par l'absence de perspectives, incapable de prendre une initiative politique authentique – ne serait-ce que déclarer ce gouvernement illégitime et bâtir sur cette dénonciation un mouvement social large afin qu'il abandonne le pouvoir avant 2012... –, le vide contestataire a fini par s'emparer de la France de 2009.

En face, pourtant, le tyran démocratique ne cesse de nous donner toutes sortes d'occasion de le contester. Il parachève le Grand Œuvre esquissé dans les années 1970-1980. Il détruit l'école, de la maternelle à l'université – le taux de déscolarisation est en augmentation constante en France, selon les chiffres officiels de l'Éducation nationale : nous sommes passés de 85 % de jeunes de 18 ans scolarisés en 1996, à 79,5 % en 2006, et le phénomène s'accélère. Le pouvoir détruit jusqu'à l'idée même de salaire minimum – par la création de sous-contrats avec des durées variables de travail, des horaires totalement flexibles, et bien d'autres trouvailles qui soumettent le travailleur au mauvais vouloir du patron, pour des sommes qui confinent de plus en plus au symbolique. Il détruit la Sécurité sociale – destruction en cours depuis l'ère mitterrandienne, qui sera achevée lorsque le seul endroit où l'on pourra obtenir des soins en temps voulu sera la clinique privée ; les pauvres seront alors priés de rentrer chez eux et d'y crever malades, mais en silence. Il demande à ses mercenaires, généraux et commissaires, d'entraîner leurs troupes à la contre-insurrection et à l'antiterrorisme – les manœuvres in vivo pour célébrer le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN à Strasbourg le prouvent. Il monopolise la télé et les médias au service de l'abrutissement généralisé – toute dictature a besoin d'organes de propagande extrêmement développés, et chaque soir, plus de neuf Français sur dix écoutent la voix du Maître, heureusement sans en être dupes pour une part d'entre eux.

Pourquoi la France est désormais une dictature

Au gré de ses déplacements, le tyran-président crée des zones de non-droit. À Saint-Lô, dans la Manche, au printemps 2009, le préfet n'avait pu maintenir l'apparence de calme souhaitée par le Kondukator et son entourage ; des manifestants qui protestaient contre le saccage de l'Éducation nationale étaient parvenus à s'introduire jusque dans le centre-ville, non loin de la préfecture où se déroulait le show tyrannique et médiatique. Ils s'étaient même fait entendre des oreilles présidentielles. Quel outrage ! Le préfet « incapable » fut aussitôt mis au placard ; il croupit désormais dans un bureau aux peintures écaillées. On notera que la personne chargée de représenter l'Éducation nationale à cette occasion avait été choisie en fonction de son apparence (« jolie ») et de sa taille (petite...) pour

Le chaos comme instrument de pouvoir. Second Manifeste pour une désobéissance générale (1)

mettre en valeur le Petit Père du Peuple. Ce genre de casting se reproduit à chaque déplacement, et, en septembre, ce fut même un bataillon entier d'ouvriers qui fut sélectionné, en fonction de la taille des individus (petite, toujours !), pour avoir l'insigne honneur d'approcher le tyran.

Les leçons de l'échec de Saint-Lô ont été tirées. Lors de tous les déplacements pestilentiels qui ont suivi, des zones de non-droit intégral ont été instaurées. À Strasbourg, pour la venue d'Oncle Tom Obama dans le cadre de l'Otan, comme à Caen le 6 juin 2009, toujours avec Oncle Tom Obama, des habitants ont été interdits de séjour simplement parce qu'ils habitaient sur le parcours des monarques, et que des tireurs d'élite (contre qui ? pourquoi ?) y étaient postés.

C'est la dictature qui crée le non-droit. C'est l'État qui a créé les ZAPI

(« zone d'attente pour personnes en instance », autrement dit « parkings humains pour étrangers à expulser », ou plus simplement « camps de concentration » car c'est bien dans ce sens, vers des zones de non-droit absolu, que nous évoluons). Dans les ZAPI, les principes intangibles de la Constitution de ce pays ne sont même pas respectés, et ce point, fondamental, est commun avec les camps de concentration nazis et les goulags staliniens. C'est encore la dictature qui crée des zones hypersécurisées pour permettre aux puissants de ce monde de se déplacer sans même apercevoir les contestations qu'ils suscitent et la misère qu'ils créent par leurs politiques antisociales – Hitler, lui aussi, en quelques années, s'octroya une garde rapprochée de plusieurs centaines puis plusieurs milliers de mercenaires.

Ces quelques exemples pourraient n'être qu'anecdotiques. Hélas, ils illustrent une tendance de fond : la négation ouverte, par l'État, des lois fondamentales qu'il prétend pourtant faire respecter.

Cependant, la différence entre la dictature néolibérale et les versions staliniennes ou hitlérienne est gigantesque. Hitler et Staline créèrent un ordre musclé, qu'il était très dangereux de contester et qui apportait une certaine assurance du lendemain : les règles du jeu une fois fixées, au bénéfice tout d'abord des membres du parti, celles-ci ne changeaient plus. Avec la dictature néolibérale, c'est le chaos qui régit nos vies, les désorganise, les brise.

Et ce n'est pas parce que nous votons que le système dans lequel nous vivons échappe forcément à une évolution dictatoriale. Le jeu électoral est devenu creux, il n'est plus qu'un choix fictif. En enfonçant la société dans le chaos, le pouvoir suscite la peur et « justifie » ainsi les mesures dictatoriales.

C'est la dictature qui crée aujourd'hui le chaos, en s'arrogeant tous les droits, alors qu'elle restreint dans le même temps nos libertés. Le chaos devient une stratégie du pouvoir. Jusqu'à présent, l'abus de pouvoir s'appuyait sur un maintien de l'ordre par la police, l'armée et les paramilitaires. On pouvait même expliquer l'avènement d'Hitler dans une Allemagne pourtant cultivée et industrialisée par l'ordre qu'il promettait d'instaurer contre le chaos – promesse parfaitement tenue. Hélas, les Allemands ont préféré le programme de *Mein Kampf* et la société totalitaire que dessinait le peintre raté à tout autre programme de sortie du chaos qui respectât un minimum de démocratie. Inversement, lorsqu'une démocratie évolue vers le chaos, les opposants cherchent à rétablir l'ordre, soit pour sauver un minimum de démocratie, soit pour l'abolir à l'inverse par un coup d'État dans le but de « sauver la patrie ». Dans tous les cas, le chaos était toujours jugé comme un danger par les tenants du pouvoir. Jusqu'à maintenant. Car, désormais, à l'inverse, le chaos fait partie de leur stratégie pour asseoir leur pouvoir.

Au XXe siècle, l'ordre n'était pas que le but de la dictature : il en était aussi le moyen. Pour faire régner une dictature, il a toujours fallu au minimum une acceptation passive de l'ordre et de la force par une large part de la population. On peut penser – mais ce n'est qu'une hypothèse – que les sbires de l'État français de 2009 jugent cette acceptation de la force brute et cette passivité du peuple trop incertaines ; ils ont donc imaginé une stratégie inverse, fondée sur le chaos et l'incertitude généralisés, mais cette fois un chaos qui leur permettrait de conserver le pouvoir. C'est grâce à l'incertitude du lendemain, à l'incertitude économique et sociale conduisant au chaos, à l'impossibilité, par les

individus, les familles, les groupes sociaux quels qu'ils soient, de prévoir leur futur proche, que le pouvoir espère emporter la partie qui se joue là, et franchir la crise sans trop de casse. Et en effet, face à ce chaos, la stratégie du chacun-pour-soi l'emporte, abandonnant le champ de bataille social aux seules forces encore organisées, les appareils de répression de l'État – ou, accessoirement, les endormeurs publics que sont les dirigeants des partis politiques, les chefs syndicaux, et bien entendu les médiocrates, journalistes et éditorialistes de tous acabits.

On peut imaginer que cette stratégie est une erreur car il pourrait bien arriver que nous nous réveillions, et qu'à un certain moment, la police et l'armée refusent de tirer sur les foules en colère, mais nous n'en sommes pas là. Dans la lutte engagée par l'État contre le corps social, le chaos reste un atout du pouvoir. Nous sommes condamnés à vivre avec ce chaos, à lutter en le prenant en compte. À retourner cette arme du pouvoir contre lui.

Ségrégation sociale, spatiale, intellectuelle

On parle encore de la France, mais sous la dictature et le chaos, qu'en reste-t-il ?

Un simple agrégat de microsociétés parallèles – au sens de « qui ne se rencontrent jamais » ! –, concurrentes, adverses et bientôt ennemies, même si quelques réseaux de bonnes âmes pseudo-humanitaires tentent de les relier entre elles. La France de la dictature et du chaos est un complexe éclaté, un cocktail explosif d'individus et de communautés sans plus aucun intérêt commun – intérêt à la fois dans le sens matériel et intellectuel de trouver un intérêt à vivre ensemble, à échanger, à partager. Le système ne propose qu'une perspective unique, injonction inlassablement psalmodiée par ses hérauts : « Produisez ! Consommez ! »

Il nous faut donc trouver un intérêt commun à tous, et lutter ensemble contre ce qui nous divise. Ce qui nous divise est aussi ce qui nous détruit : le pouvoir.

En France, il est de bon ton de masquer nos absences d'idées politiques en critiquant les États-Unis. Il est facile, par exemple, de montrer que, là-bas, la ségrégation persiste, et qu'on entasse les Afro-Américains dans les prisons. C'est une société raciste, ségrégationniste, qui divise pour régner, qui stimule le communautarisme jusque dans ses messages publicitaires en espagnol lorsque les produits sont destinés aux Chicanos, par exemple. Chez nous, rien de tout cela n'existe, proclament les intellectuels du haut de leurs tours d'ivoire. Qui ne s'aperçoit que la réalité les dément ?

En France, la ou plutôt les ségrégations sont à la fois évidentes et habilement dissimulées. Construites de front depuis les années 1970-1980, elles entrent désormais dans une phase plus intense, avec leur reproduction « naturelle », sans heurts, sans qu'il y ait même nécessité de légiférer ou de réprimer pour canaliser le flot de la révolte.

La ségrégation spatiale dans sa version moderne a commencé avec le démantèlement rapide des bidonvilles, à partir des années 1960 et jusqu'en 1976, lorsque le dernier bidonville a été rasé. On a alors entassé les travailleurs immigrés pêle-mêle dans les HLM. Puis on les a séparés par communautés : ici un immeuble de Viets, là une tour d'Arabes, un peu plus loin une barre de Turcs... Dans certaines villes, la séparation d'avec les Gaulois est marquée par une barrière, un obstacle naturel comme une rivière ou un bois, ou encore une construction artificielle, une voie ferrée, une autoroute, afin que la ségrégation soit bien inscrite dans l'espace et surtout dans les mentalités.

Cette forme spatiale de la division ne fait jamais qu'inscrire dans l'espace la ségrégation sociale, tout aussi fondamentale. Elle la complète ; elle la rend visible ; elle voudrait la rendre irréversible. Les habitants des ZUP ne sont pas seulement des immigrés ou des descendants d'immigrés, ce sont aussi des prolétaires, des chômeurs, des précaires. Les deux formes de ségrégation se complètent : les banlieues sont les parkings sociaux des classes dangereuses, que le pouvoir et les oppresseurs entendent bien maintenir à distance.

Le chaos comme instrument de pouvoir. Second Manifeste pour une désobéissance générale (1)

Les enquêtes comme celles de l'Observatoire des discriminations indiquent que les discriminations par l'âge et par l'origine « ethnique » sont plus fortes que les discriminations par le sexe, le handicap ou l'apparence physique. Seul le lieu de résidence n'est pas testé dans les enquêtes nationales. Il suffit pourtant de se promener le soir vers 20 h dans les ZUP pour comprendre ce qu'est une discrimination par le lieu de résidence. Ou de prendre le métro parisien à 5 h 30 du matin, qui n'est plus ici « l'heure du laitier » mais celle où les hordes de travailleurs – et très largement de travailleuses –, souvent clandestin.e.s, agent.e.s de propreté dans les bureaux et « technicien.ne.s de surface », regagnent les banlieues desquelles les riches des centres-villes ne veulent surtout pas les voir sortir durant le jour. « Un bon Indien est un Indien qui fait le ménage la nuit dans une tour de la Défense. »

En combinant les deux modes de ségrégation, spatiale et sociale, le pouvoir cherche à les rendre irréversibles l'une et l'autre, et c'est ce qui est en train de se produire. Dans les ZEP, les jeunes ne veulent plus sortir de leur zone, qu'ils sont prêts à « défendre » (contre qui ? pourquoi ?) par tous les moyens. La caricature de cette territorialisation des communautés et des groupes dominés et discriminés touche à son paroxysme dans les affrontements entre gangs, ici ou aux États-Unis, entre *maras* au Salvador, au Honduras ou à Los Angeles. Affrontements meurtriers et sans danger pour l'ordre établi, puisqu'il s'agit seulement de prouver que les quartiers pourris appartiennent bel et bien aux classes les plus basses de la société. Au bas de la hiérarchie les bas quartiers !

Ainsi, la lutte des classes n'a jamais disparu dans l'esprit de la bourgeoisie, qui la poursuit, seule : du côté des opprimés, du prolétariat, la conscience de classe s'est effacée, tandis que du côté de nos oppresseurs, cette conscience est à l'inverse de plus en plus nette. La lutte des classes est désormais une lutte à sens unique, dans laquelle l'un des deux combattants continue de déchaîner les coups sur son adversaire tombé à terre.